

§ 4. Als de mededeling of de informatiecampagne bedoeld is om het persoonlijk imago van één of meerdere regeringsleden te promoten, treft de Commissie de volgende sancties :

- voor een eerste overtreding : een blaam voor de overtreder met berichtgeving in de pers;
- voor een tweede overtreding : een vierde van de totale kostprijs van de regeringsmededeling is voor rekening van de overtreder;
- voor een derde overtreding : drie vierde van de totale kostprijs van de regeringsmededeling is voor rekening van de overtreder;
- voor een vierde overtreding en de volgende : de totale kostprijs van de regeringsmededeling is voor rekening van de overtreder.

De in het vorig lid bedoelde tenlasteneming wordt ingeschreven op de verkiezingsuitgaven van de betrokkenen voor de volgende verkiezingen waaraan zij deelnemen.

Als het advies van de Commissie, zoals bedoeld in dit artikel, niet ingewonnen werd, wordt de kostprijs van de mededeling of van de campagne van rechtswege ingeschreven op de verkiezingsuitgaven van de betrokkenen voor de volgende verkiezingen waaraan zij deelnemen. Hiertoe gaat de Commissie over tot een aanhangigmaking ex officio.

De met reden omklede beslissing van de Commissie wordt uitgebracht binnen de maand na de aanhangigmaking, de rechten van de verdediging indachtig.

De beslissing van de Commissie wordt genomen bij gewone meerderheid van haar leden.

Deze beslissing wordt ter kennis gebracht van de betrokkenen binnen de zeven daaropvolgende dagen.

Zij wordt in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd.

§ 5. De in paragrafen 3 en 4 bedoelde termijnen worden opgeschort wanneer de Raad van de Franse Gemeenschap uitgesteld wordt, wanneer de vergadering wordt gesloten en tijdens het parlementair reces. Tijdens de zomervakantie worden de termijnen opgeschort vanaf de laatste dag van de voltallige vergadering die de vakantie voorafgaat tot en met 31 augustus.

Art. 4. De Commissie stelt haar reglement op, dat wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 5. Dit decreet treedt in werking de dag na zijn verschijning in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, 20 juni 2002

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J-M NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL.

—
Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. — Voorstel van decreet, nr. 261-1. — Verslag, nr. 261-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 2002.



F. 2002 — 2560

[S - C - 2002/29331]

20 JUIN 2002. — **Décret relatif à la création du Fonds Ecureuil de la Communauté française** (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er} — *Création du Fonds Ecureuil de la Communauté française*

Article 1^{er}. Il est institué un organisme public doté de la personnalité juridique dénommé « Fonds Ecureuil de la Communauté française » ci-après dénommé le « Fonds ». Le siège du Fonds est établi dans l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Art. 2. Les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public sont applicables au Fonds, dans la mesure où le présent décret n'y déroge pas.

Le Fonds est classé dans la catégorie B de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, et se trouve sous le contrôle du ministre chargé du Budget.

CHAPITRE II. — *Objectif et missions du Fonds*

Art. 3. Le Fonds a pour objet de constituer et de gérer des réserves financières devant permettre à la Communauté française :

1° de compenser, en tout ou en partie, toute éventuelle baisse conjoncturelle de ses recettes institutionnelles, s'entendant des recettes prévues par l'article 36, 1° et 2°, de la loi spéciale du 16 janvier 1959 relative au financement des Communautés et des Régions, tel que remplacé par l'article 25 de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant refinancement des Communautés et extension des compétences fiscales des Régions;

2° de mobiliser des moyens pour faire face à des risques et charges imprévisibles ou pour enclencher des politiques nouvelles.

Art. 4. En vue de cet objectif, le Fonds est investi des missions suivantes :

1° percevoir ses recettes et gérer ses dépenses;

2° constituer et gérer ses réserves;

3° attribuer des dotations à la Communauté française.

CHAPITRE III. — *Conseil d'administration du Fonds*

Art. 5. § 1^{er}. Le Fonds est administré par un conseil d'administration composé de :

1° membres élus par le Conseil de la Communauté française, de manière à ce que chaque groupe politique reconnu au sein de ce Conseil soit représenté par un membre;

2° deux membres choisis par le Gouvernement sur proposition du Ministre chargé du Budget;

3° deux membres reconnus pour leurs compétences notoires dans le domaine financier, choisis par le Gouvernement, sur proposition du Ministre chargé du Budget;

4° le cas échéant, un membre choisi par le Gouvernement sur la proposition facultative de l'Office de contrôle des assurances;

§ 2. Le commissaire du Gouvernement visé à l'article 16 assiste aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Un représentant de la Cour des comptes peut assister aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

§ 3. Le président du conseil d'administration est nommé par le Gouvernement parmi les membres du conseil d'administration.

§ 4. L'administrateur délégué du Fonds est nommé par le conseil d'administration parmi les membres visés au § 1^{er}, 2°.

§ 5. La qualité de membre du conseil d'administration est incompatible :

1° avec la qualité de membre d'un exécutif, européen, fédéral, régional ou communautaire;

2° avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire ou régionale;

3° avec l'exercice d'un mandat ou d'une activité professionnelle impliquant un intérêt opposé à celui du Fonds ou à la libre gestion de ses réserves.

§ 6. Chaque administrateur sera tenu, avant sa prise de fonction et en cas de modification en cours de mandat, de révéler au conseil d'administration les fonctions qu'il exerce et les mandats qu'il détient auprès d'organismes ou d'entreprises, personnes morales de droit public ou privé, exerçant une activité dans le secteur bancaire ou financier. Il en sera dressé procès-verbal. En cas de doute sur l'existence d'un intérêt opposé à celui du Fonds ou à la libre gestion de ses réserves, le conseil d'administration tranchera, hors la présence de l'administrateur intéressé. Il sera fait mention de sa décision dans le rapport annuel. Le cas échéant, le conseil d'administration délibère, hors la présence de l'intéressé, sur la compatibilité des mandats détenus et des fonctions exercées avec la qualité d'administrateur, et invite, le cas échéant l'administrateur à renoncer au mandat ou à la fonction qu'il estime incompatible. A défaut pour cet administrateur d'y renoncer, le conseil d'administration proposera sa révocation au Gouvernement. Le conseil d'administration entend l'intéressé avant que sa révocation soit proposée au Gouvernement.

§ 7. Les administrateurs, les fondés de pouvoirs désignés par le conseil d'administration, ou les membres du personnel du Fonds ne peuvent, directement ou indirectement, ou par les organismes ou personnes morales au sein desquels ils exercent une fonction ou un mandat, se porter contrepartie d'opérations faites hors bourse, pour le compte du Fonds. Sont réputées faites hors bourse, les opérations faites en dehors d'une bourse ou d'un marché visé à l'article 35, § 2, 1° à 3°, de l'arrêté royal du 4 mars 1991 relatif à certains organismes de placement collectif.

Art. 6. Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une durée de six ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès, démission ou révocation d'un administrateur, un nouvel administrateur est nommé, pour terminer le mandat de celui à qui il succède, selon la même procédure que pour la nomination du membre remplacé.

Le Gouvernement peut, sur la proposition du conseil d'administration ou après avoir recueilli son avis, révoquer le membre du conseil d'administration qui :

1° a accompli un acte incompatible avec la mission du Fonds telle que définie à l'article 4;

2° a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de son mandat;

3° n'a pas, sans motif légitime, participé à la moitié au moins des réunions des organes de gestion dont il est membre, tenues au cours d'une même année;

4° s'est absenté, sans motif légitime, plus de trois fois consécutives des réunions des organes de gestion dont il est membre;

5° assume une qualité incompatible, telle que définie au § 5 de l'article 5.

Art. 7. Le conseil d'administration assume la gestion du Fonds dans les limites des missions définies par le présent décret.

Il ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Toute résolution est prise à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs pour exécuter les missions du Fonds et en assurer le bon fonctionnement.

Art. 8. Le conseil d'administration peut déléguer certains pouvoirs d'administration à l'administrateur délégué.

L'administrateur délégué assure la gestion journalière du Fonds, dans le respect des directives du conseil d'administration, notamment quant à la gestion des réserves.

L'administrateur délégué peut, moyennant l'accord du conseil d'administration, déléguer certains de ses pouvoirs aux membres du personnel du Fonds.

Art. 9. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, de son administrateur délégué, du commissaire du Gouvernement, du réviseur visé à l'article 17 ou du membre du conseil d'administration choisi par la Cour des comptes, avec un préavis de huit jours pouvant être abrégé lorsque l'urgence est invoquée.

Il se réunit au moins une fois chaque trimestre, et chaque fois que le Ministre chargé du Budget ou deux administrateurs au moins le demandent.

L'administrateur délégué fait rapport au conseil d'administration lors de chaque réunion trimestrielle, et chaque fois que le conseil d'administration ou son président le lui demande.

L'article 523 du Code des sociétés s'applique aux délibérations du conseil.

Art. 10. Le Fonds est représenté dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires par deux membres du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut déléguer, pour les matières qu'il détermine, son pouvoir de représentation à l'administrateur délégué.

Art. 11. Le Gouvernement peut fixer des indemnités et des jetons de présence pour les membres du conseil d'administration.

CHAPITRE IV. — *Fonctionnement du Fonds*

Art. 12. Pour son administration, le Fonds a recours au personnel du ministère de la Communauté française, dans les limites du cadre fixé par le Gouvernement.

Art. 13. Les frais de fonctionnement du Fonds sont portés à charge d'un crédit inscrit au budget général des Dépenses de la Communauté française, sans qu'il soit autorisé d'effectuer des prélèvements sur les ressources du Fonds visées à l'article 18.

Les modalités des versements destinés à couvrir les frais de fonctionnement du Fonds sont réglées moyennant une convention à conclure entre le Fonds et le Ministre chargé du Budget.

Art. 14. Avant le 30 avril de chaque année, le conseil d'administration établit un rapport d'activités concernant l'année budgétaire précédente, le compte annuel de l'exécution du budget ainsi que les comptes annuels résultant de la comptabilité générale. Il soumet ces documents à l'approbation du Ministre chargé du Budget.

Le rapport d'activités comporte :

- 1° l'exposé des mesures prises par le Fonds pour remplir ses missions;
- 2° un commentaire sur les comptes annuels, en vue d'exposer d'une manière fidèle l'évolution de la situation du Fonds;
- 3° des données sur les événements importants survenus après la clôture de l'année budgétaire précédente;
- 4° des indications sur les circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement du Fonds, pour autant qu'elles ne soient pas de nature à lui porter préjudice;
- 5° un rapport quant à l'application éventuelle de l'article 523 du Code des sociétés ou de l'alinéa 4 du chapitre 3, article 6 ci-avant, au cours de l'année budgétaire précédente.

Après leur approbation, le rapport d'activités et les comptes annuels sont communiqués au Conseil de la Communauté française et à la Cour des comptes.

Art. 15. Le conseil d'administration organise la tenue de la comptabilité du Fonds.

La comptabilité générale du Fonds est tenue comme celle des entreprises d'investissement, au sens de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements.

CHAPITRE V. — *Contrôle*

Art. 16. Le commissaire du Gouvernement est un Inspecteur des Finances mis à la disposition du ministre chargé des Finances au sein du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 17. Le Ministre chargé du Budget désigne un réviseur, nommé parmi ceux des membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises qui sont agréés par l'Office de contrôle des assurances.

Son mandat est de trois ans et est renouvelable.

Il examine les comptes du Fonds et les projets de rapport d'activités et de comptes annuels du conseil d'administration, et fait rapport au Ministre chargé du Budget, en formulant toutes observations qui lui paraîtront opportunes.

Le conseil d'administration veille à ce que le réviseur reçoive immédiatement et complètement accès à tout document ou information relative à la gestion du Fonds.

CHAPITRE VI. — *Ressources, affectations et dépenses du Fonds*

Art. 18. Les ressources du Fonds sont constituées :

1° Des dotations annuelles inscrites en faveur du Fonds aux budgets de la Communauté française, en fonction du montant des recettes institutionnelles définies à l'article 3, 1°.

Ces dotations correspondent à un pourcentage dudit montant fixé par année comme suit :

2003 : 0,0667 %;

2004 : 0,2284 %;

2005 : 0,7851 %;

2006 : 0,9451 %;

2007 : 1,2752 %;

2008 : 1,7729 %;

2009 : 1,9579 %;

2010 : 2,4421 %.

2° Des plus-values et revenus financiers des placements de fonds et des réserves du Fonds.

3° Des versements par la Communauté française des montants destinés à la reconstitution des réserves du Fonds prélevées par elle pendant les années antérieures en application de l'article 20, § 2, 1°.

Art. 19. § 1^{er}. Les ressources du Fonds sont affectées annuellement, à partir de l'année 2003 et jusqu'en 2005, à la constitution d'une provision pour chocs conjoncturels au sens de l'article 20, § 2, 1°, et affectant négativement les ressources de la Communauté française.

§ 2. A partir de l'année 2006 et jusqu'en 2010, les ressources du Fonds sont affectées annuellement dans les proportions suivantes :

1° à concurrence de 67,5 % : à la constitution d'une provision pour chocs conjoncturels au sens de l'article 20, § 2, 1°, et affectant négativement les ressources de la Communauté française;

2° à concurrence de 32,5 % à la constitution d'une provision pour risques et charges imprévisibles et pour politiques nouvelles au sens de l'article 20, § 2, 2°.

Art. 20. § 1. Les dotations du Fonds en faveur de la Communauté française sont autorisées par décret.

Le projet de décret d'autorisation est accompagné d'une justification détaillée, exposant :

- s'il s'agit d'effectuer un prélèvement sur les provisions visées à l'article 19, § 1^{er}, et § 2, 1° les circonstances économiques défavorables affectant négativement les ressources de la Communauté française, ainsi que le plan permettant de reconstituer les réserves du Fonds conformément au paragraphe 3 ci-après;

- s'il s'agit d'effectuer un prélèvement sur les réserves visées à l'article 19, § 2, 2° : les risques et charges affectant négativement le budget de la Communauté française ou, le cas échéant, les projets destinés à enclencher des politiques nouvelles.

Lorsque le projet vise à permettre des politiques nouvelles, l'avis du Conseil supérieur des finances est préalablement sollicité.

§ 2. 1° Les montants cumulés des provisions pour chocs conjoncturels visées à l'article 19, § 1^{er} et § 2, 1°, peuvent être versés au budget de la Communauté française pour compenser dans son chef, une baisse de recettes institutionnelles due à une différence globalement défavorable des taux d'inflation et de croissance, par rapport à des taux d'inflation et de croissance tendanciels de respectivement 1,7 % et 2,5 % par an;

2° Les montants cumulés des provisions pour risques et charges imprévisibles visées à l'article 19, § 2, 2°, peuvent être versés au budget de la Communauté française pour permettre à la Communauté française de faire face, dans l'ordre, aux priorités suivantes :

I. aux charges imprévisibles, résultant de décisions d'autres autorités publiques, ou à des dépenses non récurrentes telles que notamment le déficit de la trésorerie ou les créances de l'ONSS.

II. le solde éventuel de la provision, après la prise en charge des dépenses visées au point I du présent alinéa, peut être affecté à l'enclenchement de politiques nouvelles pour des projets d'équipement et d'infrastructure dans les domaines de la culture, de l'accueil de l'enfant et extra-scolaire, de l'aide à la jeunesse et de la recherche scientifique.

III. le solde éventuel de la provision, après la prise en charge des dépenses visées aux points I et II du présent alinéa, peut être utilisé pour initier des politiques nouvelles non récurrentes.

§ 3. La Communauté française rembourse au Fonds, dans les limites des crédits budgétaires, les dotations qu'elle a perçues du Fonds avant 2011 conformément au § 2, 1°, ci-avant, de telle manière à reconstituer, avant le 1^{er} janvier 2011, la provision, pour choc conjoncturel, conformément à l'article 19, § 1^{er} et § 2, 1°.

CHAPITRE VII. — *Gestion des réserves du Fonds*

Art. 21. Le placement des réserves du Fonds doit respecter les règles de placement prudent arrêtées par le conseil d'administration, sur proposition de l'administrateur délégué, dans les limites de l'article 22 ci-après.

Le conseil arrête ou adapte ces règles au moins une fois l'an, et chaque fois que l'évolution des marchés financiers pourrait le justifier. Ce faisant, le conseil s'inspire des règles de gestion prudentielle des réserves techniques et mathématiques en vigueur dans le secteur des assurances, et compte tenu des recommandations éventuelles de l'Office de contrôle des assurances.

Avant d'arrêter ou d'adapter ces règles, le conseil en établit le projet, qu'il soumet :

- pour avis au Ministre chargé du Budget de la Communauté française;

- pour avis facultatif à la Cour des comptes.

Après avoir examiné ces avis, qui doivent lui être transmis dans les meilleurs délais compte tenu des circonstances, le conseil arrête les règles de placement.

Art. 22. Le placement des réserves du Fonds doit s'opérer en actifs répondant aux critères suivants :

1° être constitués à concurrence d'au moins 75 % en montant nominal de :

- obligations;

- certificats immobiliers ou autres instruments financiers se rapportant à des actifs immobiliers;

- prêts à des emprunteurs qui offrent des garanties suffisantes;

- comptes à vue ou comptes à terme auprès de la Banque Nationale ou d'un établissement de crédit agréé par la Commission bancaire et financière ou par l'autorité compétente d'un pays membre de l'Union européenne dans lequel cet établissement de crédit a son siège social.

2° être constitués à concurrence d'un maximum de 25 % en montant nominal de :

- options d'achat ou de vente et autres instruments dérivés portant sur des instruments de taux d'intérêt, dont des contrats à terme et autres instruments dérivés, permettant une gestion efficace du portefeuille à l'exclusion d'instruments à caractère spéculatif;

3° tous actifs dans lesquels il est investi doivent être négociables sur un marché contrôlé, liquide, au sens de l'article 35ter, § 2, 4° alinéa, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des entreprises de crédit et fonctionnant régulièrement;

4° tous émetteurs ou emprunteurs doivent avoir leur siège principal dans l'Union européenne;

5° tous actifs dans lesquels il est investi doivent être déductibles de la dette publique brute au sens du Pacte de stabilité de l'Union européenne.

CHAPITRE VIII. — *Secret professionnel*

Art. 23. Hors le cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice en matière pénale, les membres des organes du Fonds et les membres de son personnel sont soumis au secret professionnel et ne peuvent divulguer à quelque personne ou autorité que ce soit, non qualifiée pour en prendre connaissance, aucune information relative à la gestion des réserves du Fonds.

Les infractions au présent article sont punies des peines prévues par l'article 458 du Code pénal.

Les dispositions du livre I^{er} du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions au présent article.

CHAPITRE IX. — *Disposition diverse et entrée en vigueur*

Art. 24. A l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, les mots "Fonds Ecureuil de la Communauté française" sont ajoutés dans la catégorie B.

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE.

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—————
Note

(1) *Session 2001-2002.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 265-1. Amendements de commission, n° 265-2. Rapport, n° 265-3.

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 juin 2002.

VERTALING

N. 2002 — 2560

[C — 2002/29331]

20 JUNI 2002. — Decreet betreffende de oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Oprichting van het « Fonds Ecureuil » van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. Er wordt een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid opgericht onder de benaming « Fonds Ecureuil de la Communauté française » hierna het « Fonds » genoemd. De zetel van het Fonds is gevestigd in het administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad.

Art. 2. De bepalingen van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut zijn van toepassing op het fonds, voor zover dit decreet er niet van afwijkt.

Het Fonds wordt gerangschikt in categorie B van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en valt onder het toezicht van de minister belast met de Begroting.

HOOFDSTUK II. — Doel en opdrachten van het Fonds

Art. 3. Het Fonds heeft als doel de financiële reserves aan te leggen en te beheren waarmee aan de Franse Gemeenschap de mogelijkheid wordt geboden :

1° geheel of gedeeltelijk elke eventuele conjuncturele verlaging van haar institutionele inkomsten te compenseren, die bezorgd worden door de inkomsten bedoeld bij artikel 36, 1° en 2° van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, dat vervangen werd door artikel 25 van de bijzondere wet van 13 juli 2001 tot herfinanciering van de gemeenschappen en uitbreiding van de fiscale bevoegdheden van de Gewesten;

2° middelen te mobiliseren om onvoorspelbare risico's en lasten op te vangen of om nieuwe beleidsbeslissingen in toepassing te brengen.

Art. 4. In dit vooruitzicht wordt het Fonds met de volgende opdrachten belast :

1° zijn inkomsten innen en zijn uitgaven beheren;

2° zijn reserves aanleggen en beheren;

3° dotaties toekennen aan de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — De Raad van bestuur van het Fonds

Art. 5. § 1. Het Fonds wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit :

1° leden zo gekozen door de Raad van de Franse Gemeenschap dat elk in de Raad erkende politieke groep door een lid wordt vertegenwoordigd;

2° twee leden door de Regering gekozen op de voordracht van de Minister belast met de Begroting;

3° twee leden gekend voor hun algemeen erkende bevoegdheden inzake financiën, gekozen door de Regering op de voordracht van de Minister belast met de Begroting;

4° desgevallend een lid gekozen door de Regering op de facultatieve voordracht van de Controledienst voor de Verzekeringen;

§ 2. De Regeringscommissaris bedoeld bij artikel 16 woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij.

Een vertegenwoordiger van het Rekenhof kan de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bijwonen.

§ 3. De voorzitter van de raad van bestuur wordt door de Regering benoemd onder de leden van de raad van bestuur.

§ 4. De afgevaardigd bestuurder van het Fonds wordt door de raad van bestuur benoemd onder de bij § 1, 2° bedoelde leden.

§ 5. De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur is onverenigbaar met :

1° de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, gewestelijke of communautaire executieve;

2° de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, gewestelijke of communautaire wetgevende vergadering;

3° met de uitoefening van een mandaat of een beroepsactiviteit waarbij een eigenbelang gemoeid is dat strijdig is met dat van het Fonds of met het vrij beheer van zijn reserves.

§ 6. Iedere bestuurder is verplicht, vóór zijn ambtsbezetting en ingeval er in de loop van het mandaat iets gewijzigd wordt, aan de raad van bestuur de ambten te laten kennen die hij uitoefent en de mandaten die hij bekleedt bij instellingen of bedrijven, publiekrechtelijke of privaatrechtelijke personen die een activiteit uitoefenen in de bank- of financiële sector. Er wordt notulen daarvan opgesteld. In geval van twijfel over het bestaan van een eigenbelang strijdig met dat van het Fonds of met het vrij beheer van zijn reserves, wordt er door de raad van bestuur beslecht, zonder dat betrokken bestuurder aanwezig is. Zijn beslissing wordt vermeld in het jaarverslag. Desgevallend beraadslaagt de raad van bestuur, zonder dat betrokkene aanwezig is, over de verenigbaarheid van de bezette mandaten en de uitgeoefende ambten met de hoedanigheid van bestuurder en verzoekt desnoods de bestuurder zijn mandaat of het ambt dat de raad ermee onverenigbaar acht, neer te leggen. Verklaart deze bestuurder zich niet bereid het neer te leggen, dan stelt de raad van bestuur aan de Regering voor deze bestuurder af te zetten. De betrokkene wordt door de raad van bestuur gehoord dat zijn afzetting aan de Regering wordt voorgelegd.

§ 7. Het is de bestuurders, de gemachtigden aangesteld door de raad van bestuur of de personeelsleden van het Fonds niet toegelaten voor rekening van het Fonds rechtstreeks of onrechtstreeks of via de instellingen of rechtspersonen waarbij zij een ambt of een mandaat vervullen, te opereren tegen buitenbeurs uitgevoerde verrichtingen. Worden beschouwd als buitenbeurs uitgevoerde verrichtingen deze die uitgevoerd worden buiten een beurs of buiten een markt, bedoeld bij artikel 35, § 2, 1° tot 3°, van het koninklijk besluit van 4 maart 1991 betreffende sommige instellingen voor collectieve beleggingen.

Art. 6. De leden van de raad van bestuur worden voor zes jaar benoemd. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Bij overlijden, ontslagneming of afzetting van een bestuurder, wordt er een nieuwe bestuurder benoemd om het mandaat van degene die hij opvolgt te voleindigen volgens dezelfde procedure als deze voor de benoeming van het vervangen lid.

De Regering kan, op voorstel van de raad van bestuur of na zijn advies te hebben ingewonnen, het lid van de raad van bestuur afzetten dat :

- 1° een daad heeft gesteld die onverenigbaar is met de opdracht van het Fonds zoals bepaald bij artikel 4;
- 2° een grove fout nalatigheid heeft begaan in de uitoefening van zijn mandaat;
- 3° tijdens eenzelfde jaar zonder gewettigde reden niet heeft deelgenomen aan ten minste de helft van de vergaderingen van de beheersorganen waarvan het lid is;
- 4° zonder gewettigde reden meer dan driemaal achtereenvolgens afwezig was op vergaderingen van de beheersorganen waarvan het lid is;
- 5° een onverenigbare hoedanigheid bekleedt, zoals bepaald bij § 5 van artikel 5.

Art. 7. De raad van bestuur zorgt voor het beheer van het Fonds binnen de perken van de bij dit decreet bepaalde opdrachten.

Hij beraadslaagt en beslist maar geldig indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is. Elke beslissing wordt bij de meerderheid van stemmen van de aanwezige leden genomen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De raad van bestuur beschikt over alle machten om de opdrachten van het Fonds uit te voeren en de goede werking ervan te verzekeren.

Art. 8. De raad van bestuur kan bepaalde bestuursmachten aan de afgevaardigd bestuurder delegeren.

De afgevaardigd bestuurder zorgt voor het dagelijks beheer van het Fonds, in naleving van de richtlijnen van de raad van bestuur, inzonderheid wat het beheer van de reserves betreft.

Mits het akkoord van de raad van bestuur, kan de afgevaardigd bestuurder sommige machten overdragen aan de personeelsleden van het Fonds.

Art. 9. De raad van bestuur vergadert op bijeenroeping door de voorzitter, door zijn afgevaardigd bestuurder, door de Regeringscommissaris, door de revisor bedoeld bij artikel 17 of door het lid van de raad van bestuur gekozen door het Rekenhof, en geeft er acht dagen op voorhand mededeling van die kunnen ingekort worden wanneer de dringende noodzakelijkheid wordt ingeroepen.

Hij vergadert ten minste eenmaal per trimester en elke keer dat de Minister belast met de Begroting of ten minste twee bestuurders erom verzoeken.

De afgevaardigd bestuurder brengt verslag uit voor de raad van bestuur bij elke driemaandelijke vergadering, en telkens als de raad van bestuur of zijn voorzitter erom verzoeken.

Artikel 523 van het Wetboek van vennootschappen is van toepassing op de beraadslagingen van de raad.

Art. 10. Het Fonds wordt in alle gerechtelijke en buitengerechtelijke handelingen vertegenwoordigd door twee leden van de raad van bestuur.

De raad van bestuur kan voor de materies die hij bepaalt zijn macht van vertegenwoordiging aan de afgevaardigd bestuurder overdragen.

Art. 11. De Regering kan vergoedingen en zitpenningen voor de leden van de raad van bestuur bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Werking van het Fonds*

Art. 12. Voor zijn beheer doet het Fonds een beroep op het personeel van het ministerie van de Franse Gemeenschap binnen de perken van het door de Regering vastgesteld kader.

Art. 13. De werkingskosten van het Fonds zijn voor rekening van een krediet uitgetrokken op de Algemene Uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap zonder dat het toegelaten is afnemingen te doen op de bij artikel 18 bedoelde financiële middelen van het Fonds.

De modaliteiten van de stortingen ter dekking van de werkingskosten van het Fonds worden bepaald via een overeenkomst die moet gesloten worden tussen het Fonds en de Minister belast met de Begroting.

Art. 14. Vóór 30 april van elk jaar stelt de raad van bestuur een activiteitenverslag op over het vorig begrotingsjaar, de jaarrekening van de uitvoering van de begroting, alsook de jaarrekeningen die voortvloeien uit de algemene comptabiliteit. Hij legt deze documenten ter goedkeuring voor aan de Minister belast met de Begroting.

Het activiteitenverslag bevat :

- 1° de uiteenzetting van de maatregelen genomen door het Fonds om zijn opdrachten te vervullen;
- 2° een commentaar over de jaarrekeningen, om de evolutie van de situatie van het Fonds getrouw uiteen te zetten;
- 3° gegevens over de belangrijke gebeurtenissen die zich hebben voorgedaan na het sluiten van het vorig begrotingsjaar;
- 4° aanduidingen over de omstandigheden die een merkbare invloed zouden kunnen hebben op de ontwikkeling van het Fonds, voor zover zij niet van aard zijn hem nadeel te berokkenen;
- 5° een verslag over de eventuele toepassing van artikel 523 van het Wetboek van Vennootschappen of van lid 4 van hoofdstuk 3, artikel 6 hierboven in de loop van het vorig begrotingsjaar.

Na hun goedkeuring worden het activiteitenverslag en de jaarrekeningen ter kennis gesteld van de Raad van de Franse Gemeenschap en van het Rekenhof.

Art. 15. De raad van bestuur zorgt voor het bijhouden van de comptabiliteit van het Fonds.

De algemene comptabiliteit van het Fonds wordt bijgehouden zoals deze van de beleggingsondernemingen in de zin van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.

HOOFDSTUK V. — *Toezicht*

Art. 16. De commissaris van de Regering is een Inspecteur van Financiën die ter beschikking gesteld wordt van de minister belast met de Financiën binnen de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. De Minister belast met de Begroting stelt een revisor aan, benoemd onder de leden van het Instituut der bedrijfsrevisoren die erkend zijn door de Controledienst voor verzekeringen.

Zij mandaat duurt drie jaar en is vernieuwbaar.

Hij onderzoekt de rekeningen van het Fonds en de ontwerpen van de activiteitenverslagen en de jaarlijkse rekeningen van de raad van bestuur, en brengt verslag uit bij de Minister belast met de Begroting, waarbij hij alle opmerkingen die hem nuttig lijken zal bekend maken.

De raad van bestuur zorgt ervoor dat de revisor onmiddellijk en volledig toegang krijgt tot elk document of elke informatie betreffende het beheer van het Fonds.

HOOFDSTUK VI. — *Middelen, bestemmingen en uitgaven van het Fonds*

Art. 18. De middelen van het Fonds bestaan uit :

1° de jaarlijkse dotaties ingeschreven ten gunste van het Fonds in de begrotingen van de Franse Gemeenschap, rekening houdende met het bedrag van de institutionele inkomsten bepaald bij artikel 3, 1°.

Deze dotaties stemmen overeen met een percentage van genoemd bedrag, bepaald per jaar als volgt :

2003 : 0,0667 %;

2004 : 0,2284 %;

2005 : 0,7851 %;

2006 : 0,9451 %;

2007 : 1,2752 %;

2008 : 1,7729 %;

2009 : 1,9579 %;

2010 : 2,4421 %.

2° de meerwaarden en geldelijke inkomsten van het beleggen van gelden en reserves van het Fonds.

3° de stortingen door de Franse Gemeenschap van de bedragen bestemd voor het opnieuw aanleggen van de reserves van het Fonds afgenomen door haar tijdens de vorige jaren in toepassing van artikel 20, § 2, 1°.

Art. 19. § 1. De middelen van het Fonds worden jaarlijks bestemd, vanaf het jaar 2003 en tot 2005, voor het aanleggen van een voorziening tegen conjunctuurschokken in de zin van artikel 20, § 2, 1°, die een negatieve invloed hebben op de middelen van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Vanaf het jaar 2006 en tot 2010, worden de middelen van het Fonds jaarlijks bestemd mits inachtneming van de volgende verhoudingen :

1° ten belope van 67,5 % voor het aanleggen van een voorziening tegen conjunctuurschokken in de zin van artikel 20, § 2, 1°, die een negatieve invloed hebben op de middelen van de Franse Gemeenschap;

2° ten belope van 32,5 % voor het aanleggen van een voorziening voor onvoorspelbare risico's en lasten en voor nieuwe beleidsinitiatieven in de zin van artikel 20, § 2, 2°.

Art. 20. § 1. De dotaties van het Fonds ten gunste van de Franse Gemeenschap worden per decreet toegelaten.

Het ontwerp van machtigingsdecreet gaat vergezeld van een gedetailleerde verantwoording, waarbij uitgelegd wordt of :

— het om een opnemen op de bij artikel 19, § 1 en § 2, 1° bedoelde voorzieningen gaat : de ongunstige economische omstandigheden die negatieve gevolgen hebben op de middelen van de Franse Gemeenschap, alsook het plan dat toelaat de reserves van het Fonds opnieuw aan te leggen overeenkomstig paragraaf 3 hierna;

— het om een opnemen op de bij artikel 19, § 2, 2° bedoelde reserves gaat : de risico's en de lasten die negatieve gevolgen hebben op de begroting van de Franse Gemeenschap of, desgevallend, de projecten bestemd voor het inschakelen van nieuwe beleidsinitiatieven.

Wanneer het ontwerp ertoe strekt nieuwe beleidsinitiatieven mogelijk te maken, wordt vooraf het advies van de Hoge Raad van Financiën aangevraagd.

§ 2. 1° De gecumuleerde bedragen van de voorzieningen voor conjunctuurschokken bedoeld bij artikel 19, § 1 en § 2, 1°, kunnen gestort worden op de begroting van de Franse Gemeenschap ter compensatie uit haar hoofde van een vermindering van de institutionele inkomsten ten gevolge van een globaal ongunstig verschil van de tendentiële inflatie- en groeicijfers, vergeleken met tendentiële inflatie- en groeicijfers van respectief 1,7 % en 2,5 % per jaar;

2° De gecumuleerde bedragen van de voorzieningen voor onvoorspelbare risico's en lasten bedoeld bij artikel 19, § 2, 2°, kunnen gestort worden op de begroting van de Franse Gemeenschap om ze in staat te stellen het hoofd te bieden, in de volgende volgorde, aan hierna vermelde prioriteiten :

I. de onvoorspelbare lasten die voortvloeien uit beslissingen van andere overheden, of niet-recurrente uitgaven zoals namelijk het schatkisttekort of RSZ schuldvorderingen.

II. het mogelijke saldo van de voorziening, na tenlasteneming van de uitgaven bedoeld bij punt I van dit lid, kan bestemd worden voor het inzetten van nieuwe beleidsinitiatieven voor uitrustings- en infrastructuurprojecten inzake cultuur, kinderopvang en buitenschoolse activiteiten, hulpverlening aan de jeugd en wetenschappelijk onderzoek.

III. het mogelijke saldo van de voorziening, na tenlasteneming van de uitgaven bedoeld bij de punten I en II van dit lid, kan gebruikt worden om nieuwe niet-recurrente beleidsinitiatieven in te zetten.

§ 3. De Franse Gemeenschap betaalt aan het Fonds, binnen de perken van de begrotingskredieten, de dotaties terug die zij genoten heeft voor 2011 overeenkomstig § 2, 1°, hiervoor, zodat de voorziening voor conjunctuurschokken, voor 1 januari 2001, opnieuw gevormd wordt, overeenkomstig artikel 19, § 1 en § 2, 1°.

HOOFDSTUK VII. — *Beheer van de reserves van het Fonds*

Art. 21. Het beleggen van de reserves van het Fonds moet de regels van het verstandig beleggen bepaald door de raad van bestuur in acht nemen, op de voordracht van de afgevaardigd bestuurder, binnen de perken van hiernavolgend artikel 22.

De raad bepaalt of past deze regels aan minstens één maal per jaar, en iedere keer dat de evolutie van de financiële markt dit zou kunnen verantwoorden. Daarbij laat de raad zich leiden door de regels van conformiteitsbeheer van de technische en mathematische reserves die van kracht zijn in de sector van de verzekeringen, en rekening houdend met de mogelijke aanbevelingen van de Controledienst voor verzekeringen.

Alvorens deze regels te bepalen of aan toepassen, stelt de raad het ontwerp ervan op, dat hij voorlegt :

- om advies aan de Minister belast met de Begroting van de Franse Gemeenschap;
- om facultatief advies aan het Rekenhof.

Na onderzoek van deze adviezen, die hem binnen de kortste termijnen overgezonden dienen te worden rekening houdend met de omstandigheden, bepaalt de raad de regels voor het beleggen.

Art. 22. Het beleggen van de reserves van het Fonds dient in activa te geschieden die aan de volgende criteria beantwoorden :

1° samengesteld worden ten belope van minstens 75 % in nominaal bedrag uit :

- obligaties;
- onroerende certificaten of andere financiële instrumenten met betrekking tot onroerende activa;
- leningen aan kredietnemers die voldoende waarborgen geven;
- zicht- en termijnrekeningen bij de Nationale Bank of een kredietinstelling erkend door de Bank- en geldelijke commissie of door de bevoegde overheid van een lidstaat van de Europese Unie waarin deze kredietinstelling haar maatschappelijke zetel heeft.

2° samengesteld worden ten belope van minstens 25 % in nominaal bedrag uit :

— aankoop- en verkoopopties en andere afgeleide instrumenten die betrekking hebben op instrumenten betreffende de rentevoet, onder meer de termijncontracten en andere afgeleide instrumenten, waardoor een efficiënt beheer van het effectenbezit mogelijk gemaakt wordt met uitsluiting van instrumenten die speculatief van aard zijn;

3° alle activa waarin geïnvesteerd wordt, dienen verhandelbaar te zijn op een gecontroleerde en liquide markt, in de zin van artikel 35ter, § 2, 4° lid, van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, die regelmatig werkt;

4° alle emittenten of kredietnemers moeten hun hoofdzetel in de Europese Unie hebben;

5° alle activa waarin wordt geïnvesteerd, dienen aftrekbaar te zijn van de bruto overheidsschuld in de zin van het Stabiliteitspact van de Europese Unie.

HOOFDSTUK VIII. — *Beroepsgeheim*

Art. 23. Met uitzondering van het geval waarin zij voor de rechtbank getuigenis moeten brengen in strafzaken, worden de leden van de organen van het Fonds en de leden van zijn personeel aan het beroepsgeheim onderworpen en mogen zij aan niemand of aan welke overheid dan ook, die daartoe niet gemachtigd wordt, enige informatie verstrekken betreffende het beheer van de reserves van het Fonds.

De inbreuken op dit artikel worden gestraft met de straffen bedoeld bij artikel 458 van het Strafwetboek.

De bepalingen van het eerste boek van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85, worden van toepassing op de inbreuken op dit artikel.

HOOFDSTUK IX. — *Bijzondere bepaling en inwerkingtreding*

Art. 24. In artikel 1 van de wet van 16 maart 1964 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden « Fonds Ecureuil de la Communauté française » toegevoegd in categorie B.

Art. 25. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2002.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juni 2002.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2001-2002.*

Documenten van de Raad. – Ontwerpdecreet, nr. 265-1. Commissieamendementen, nr. 265-2. Verslag, nr. 265-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 18 juni 2002.